

Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,

Ph. HENRY

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2022/15423]

23 JUIN 2022. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant la partie réglementaire du Code du Développement territorial, en ce qui concerne la tenue de l'audition des parties, la délibération de la Commission d'avis sur les recours par vidéo-conférence, les jetons de présence et le règlement d'ordre intérieur de la Commission

Le Gouvernement wallon,

Vu la partie décrétable du Code du Développement territorial, les articles D.I.6, § 4, alinéa 2, et D.IV.66, alinéa 6 ;

Vu la partie réglementaire du Code du Développement territorial ;

Vu le rapport du 28 mars 2022 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 1^{er} avril 2022 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 21 avril 2022 ;

Vu l'avis sans remarque de l'Union des Villes et Communes de Wallonie, donné le 3 mai 2022 ;

Vu l'avis favorable du CESE pôle « Aménagement du territoire », donné le 13 mai 2022 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 5 jours, adressée au Conseil d'État le 3 juin 2022, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Vu l'urgence motivée par la volonté de faire entrer en vigueur le projet d'arrêté de manière rétroactive par le fait que le présent arrêté vise à pérenniser la situation existante entre le 1^{er} juillet 2021 et le 31 décembre 2021 en vertu de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juin 2021 du Gouvernement wallon modifiant, à titre temporaire, les jetons de présence des membres et du représentant du Gouvernement wallon siégeant à la Commission d'avis sur les recours et permettant, à titre temporaire, la tenue des auditions et des délibérations de la Commission d'avis par vidéo-conférence ; qu'il ressort de la pratique que la situation existante entre le 1^{er} juillet 2021 et le 31 décembre 2021 a perduré après le 1^{er} janvier 2022, de sorte qu'une entrée en vigueur rétroactive du présent arrêté est nécessaire afin d'assurer la sécurité juridique des délibérations de la Commission d'avis sur les recours effectuées par vidéo-conférence à dater du 1^{er} janvier 2022 et d'assurer une juste rémunération aux membres de la Commission pour le travail déjà effectué ;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du territoire ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article R.I.6-4 du Code du Développement Territorial est complété par un alinéa 4 rédigé comme suit : « La Commission d'avis peut délibérer par vidéo-conférence. ».

Art. 2. À l'article R.I.6-5 du même code, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « un minimum de 70 euros et un maximum de 210 euros par journée » sont remplacés par les mots « un maximum de douze dossiers par journée » ;

2° à l'alinéa 2, les mots « un minimum de 50 euros et un maximum de 150 euros par journée » sont remplacés par les mots « un maximum de douze dossiers par journée ».

Art. 3. Dans le même code, il est inséré un article R.IV.66-1/1 rédigé comme suit :

« Art. R.IV.66-1/1. Les auditions visées à l'article D.IV.66 du Code du Développement territorial se tiennent de manière virtuelle, par vidéo-conférence.

L'auteur du recours, excepté le collègue communal lorsqu'il est le demandeur, peut refuser que l'audition se tienne par vidéo-conférence en le signalant, par courrier électronique ou par téléphone, dans les cinq jours qui suivent la réception de l'accusé de réception, à la Direction Juridique, des Recours et du Contentieux du Service public de Wallonie Territoire, Logement, Patrimoine et Energie qui a envoyé l'accusé de réception.

Lorsque l'audition est organisée par vidéo-conférence, les personnes ou instances invitées peuvent déposer au dossier, après l'avoir exposée, une note de motivation ou toute pièce complémentaire qu'elles jugent utile. Ce dépôt au dossier se réalise en fin d'audition par voie électronique à l'adresse du secrétaire permanent. ».

Art. 4. Le règlement d'ordre intérieur de la Commission d'avis sur les recours repris en annexe est approuvé.

Art. 5. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2022.

Art. 6. Le Ministre qui a l'aménagement du territoire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 23 juin 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,

W. BORSUS

Annexe

C.A.R. : Règlement d'ordre intérieur

Le présent règlement d'ordre intérieur est pris en application de l'article 2, 19°, du décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative modifié par le décret du 6 février 2017.

Article. 1^{er}. La Commission se doit de veiller au respect des législations en vigueur.

Art. 2. Le secrétariat transmet un agenda hebdomadaire des auditions programmées par l'administration au Président et à l'ensemble des membres de la Commission.

Les membres effectifs veillent au respect du quorum et transmettent au secrétariat leurs disponibilités et celles de leurs suppléants. En cas de difficulté de respect du quorum, le secrétariat en avise le Président.

Au plus tard trois jours ouvrables avant le jour des auditions programmées par l'administration, le secrétariat transmet aux membres l'invitation du Gouvernement et la compilation des documents se rapportant aux dossiers à examiner.

Art. 3. Préalablement aux auditions, chaque membre de la Commission est tenu, en fonction de la qualité pour laquelle il a été nommé, de réaliser un examen circonstancié des documents se rapportant aux dossiers à examiner.

Art. 4. Au cours de l'audition, le Président invite les membres à poser leurs questions. Les membres s'abstiendront d'émettre des recommandations, leur avis personnel ou leurs éventuelles remarques et suggestions sur la conception du dossier et de la demande. Ils se limiteront à poser des questions pertinentes permettant d'améliorer leur compréhension du dossier.

Art. 5. Suite à l'audition, le Président invite les membres à procéder à la délibération et à émettre un avis motivé.

Art. 6. Le membre qui n'est pas présent à l'heure fixée à l'agenda pour l'examen complet d'un dossier est considéré absent et est invité à rejoindre la Commission lors de l'examen du dossier suivant.

Art. 7. Le membre qui, pour une raison quelconque, quitte la réunion pendant l'audition ou la délibération, est considéré comme absent et est invité à rejoindre la Commission lors de l'examen du dossier suivant.

Art. 8. Dans un souci du respect d'autrui, les communications téléphoniques étrangères aux dossiers sont proscrites pendant la durée des auditions et des délibérations.

Art. 9. Le bureau de la Commission est composé du président, de son suppléant et du secrétaire permanent.

Le rôle du bureau est limité aux tâches de gestion courante et au respect du présent règlement.

Le secrétaire permanent tient à disposition des membres, les avis de la Commission et les décisions prises par le Gouvernement sur les dossiers qu'elle a eu à traiter.

Ces avis et décisions peuvent être sollicités par les membres, pour envoi, auprès du secrétariat.

Sur convocation du Président, la Commission et le secrétariat se réunissent une fois par an pour l'établissement du rapport d'activité.

Art. 10. Le secrétariat de la Commission transmet à chaque membre de la Commission une déclaration de créance reprenant le relevé des jetons de présence et des frais de déplacement au plus tard cinq jours ouvrables après la fin du mois presté.

Chaque membre transmet sa déclaration de créance dûment complétée au secrétariat de la Commission dans les cinq jours ouvrables de sa réception.

Le secrétariat de la Commission transmet les déclarations de créance des membres de la Commission au Service public de Wallonie - Secrétariat général - Direction de la Gestion pécuniaire au plus tard dix jours ouvrables après la fin du mois presté.

Art. 11. Sans préjudice des mesures particulières de publicité prévues par les dispositions décrétales et réglementaires, le Gouvernement ou son représentant, le président de la Commission, sont seuls juges de la publicité que la Commission peut accorder à ses avis.

Tous les membres sont tenus de respecter la confidentialité des documents se rapportant aux dossiers examinés, de la délibération et de l'avis de la Commission. Ils ne peuvent agir ou parler au nom de la Commission que sur mandat du Gouvernement ou de son représentant, le président de la Commission.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon modifiant la partie réglementaire du Code du Développement territorial, en ce qui concerne la tenue de l'audition des parties, la délibération de la Commission d'avis sur les recours par vidéo-conférence, les jetons de présence et le règlement d'ordre intérieur de la Commission.

Namur, le 23 juin 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique,
de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,

W. BORSUS

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2022/15423]

23. JUNI 2022 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Änderung des verordnungsrechtlichen Teils des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung in Bezug auf die Durchführung der Anhörung der Parteien, die Beratung der Beratenden Kommission für die Einsprüche per Videokonferenz, die Anwesenheitsgelder und die Geschäftsordnung der Kommission

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des dekretalen Teils des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung, Artikel D.I.6 § 4 Absatz 2 und D.IV.66 Absatz 6;

Aufgrund des verordnungsrechtlichen Teils des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung;

Aufgrund des Berichts vom 28. März 2022, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 3. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund der am 1. April 2022 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 21. April 2022 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der am 3. Mai 2022 abgegebenen Stellungnahme der Vereinigung der Städte und Gemeinden der Wallonie, die keinerlei Bemerkungen umfasst;

Aufgrund der am 13. Mai 2022 abgegebenen günstigen Stellungnahme des Pools "Raumordnung" des Wirtschafts-, Sozial- und Umweltrats der Wallonie;

Aufgrund des am 3. Juni 2022 beim Staatsrat in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 3 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat eingereichten Antrags auf ein Gutachten innerhalb einer Frist von fünf Tagen;

In der Erwägung, dass binnen dieser Frist kein Gutachten abgegeben wurde;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, Artikel 84 § 4 Absatz 2;

Aufgrund der Dringlichkeit, die durch den Willen begründet ist, den Erlassentwurf rückwirkend in Kraft treten zu lassen, da der vorliegende Erlass darauf abzielt, die zwischen dem 1. Juli 2021 und dem 31. Dezember 2021 bestehende Situation gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Juni 2021 zur vorübergehenden Änderung der Anwesenheitsgelder der Mitglieder und des Vertreters der Wallonischen Regierung, die in der Beratenden Kommission für Einsprüche tagen, und zur vorübergehenden Zulassung der Durchführung von Anhörungen und Beratungen der Beratenden Kommission per Videokonferenz fortzusetzen; dass sich aus der Praxis ergeben hat, dass die zwischen dem 1. Juli 2021 und dem 31. Dezember 2021 bestehende Situation auch nach dem 1. Januar 2022 fortbestand, so dass ein rückwirkendes Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses erforderlich ist, um die Rechtssicherheit der ab dem 1. Januar 2022 per Videokonferenz durchgeführten Beratungen der Beratenden Kommission für Einsprüche zu gewährleisten und um den Mitgliedern der Kommission eine angemessene Vergütung für die bereits geleistete Arbeit zu sichern;

Auf Vorschlag des Ministers für Raumordnung;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel R.I.6-4 des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung wird durch einen Absatz 4 mit dem Wortlaut "Die Beratende Kommission kann per Videokonferenz beraten" ergänzt.

Art. 2 - In Artikel R.I.6-5 desselben Gesetzbuches werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird die Wortfolge "mit einem Mindestbetrag von 70 Euro und einem Höchstbetrag von 210 Euro pro Tag," ersetzt durch die Wortfolge "bei maximal 12 Akten pro Tag";

2° in Absatz 2 wird die Wortfolge "mit einem Mindestbetrag von 50 Euro und einem Höchstbetrag von 150 Euro pro Tag," ersetzt durch die Wortfolge "bei maximal 12 Akten pro Tag";

Art. 3 - In dasselbe Gesetzbuch wird ein Artikel R.IV.66-1/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. R.IV.66-1/1. Die in Artikel D.IV.66 des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung erwähnten Anhörungen werden virtuell per Videokonferenz abgehalten.

Der Urheber des Einspruchs, mit Ausnahme des Gemeindegremiums, wenn es der Antragsteller ist, kann die Durchführung der Anhörung per Videokonferenz ablehnen, indem er dies innerhalb von fünf Tagen nach Erhalt der Empfangsbestätigung per E-Mail oder telefonisch der Direktion der Rechtsberatung, der Einsprüche und der Streitsachen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie, die die Empfangsbestätigung versandt hat, mitteilt.

Wird die Anhörung per Videokonferenz durchgeführt, können die geladenen Personen oder Instanzen in der Akte eine Begründungsnotiz oder jedes zusätzliche, von ihnen als zweckmäßig erachtetes Schriftstück hinterlegen, nachdem sie diese bzw. dieses dargelegt haben. Die Hinterlegung in der Akte erfolgt am Ende der Anhörung auf elektronischem Wege an die Adresse des ständigen Sekretärs."

Art. 4 - Die im Anhang zum vorliegenden Erlass angeführte Geschäftsordnung der beratenden Kommission für die Einsprüche wird genehmigt.

Art. 5 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2022 wirksam.

Art. 6 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Raumordnung gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 23. Juni 2022.

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident,

E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien,
Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren,

W. BORSUS

Anhang

B.K.E. (Beratende Kommission für die Einsprüche): Geschäftsordnung

Die vorliegende Geschäftsordnung wird in Anwendung von Artikel 2 Ziffer 19 des Dekrets vom 6. November 2008 zur Rationalisierung der Beratungsfunktion, abgeändert durch das Dekret vom 6. Februar 2017, erlassen.

Artikel 1 - Es ist Sache der Kommission, für die Beachtung der geltenden Rechtsvorschriften zu sorgen.

Art. 2 - Das Sekretariat übermittelt dem Vorsitzenden und allen Mitgliedern der Kommission eine wöchentliche Agenda der von der Verwaltung geplanten Anhörungen.

Die effektiven Mitglieder sorgen für die Einhaltung der zur Beschlussfähigkeit erforderlichen Mindestzahl und übermitteln dem Sekretariat ihre Verfügbarkeit und die ihrer Stellvertreter. Bei Schwierigkeiten bezüglich der Einhaltung der Beschlussfähigkeit benachrichtigt das Sekretariat den Vorsitzenden.

Spätestens drei Werktage vor dem Tag der von der Verwaltung geplanten Anhörungen übermittelt das Sekretariat den Mitgliedern die Einladung der Regierung und die Zusammenstellung der Unterlagen, die sich auf die zu prüfenden Akten beziehen.

Art. 3 - Jedes Mitglied der Kommission ist verpflichtet, je nach der Eigenschaft, aufgrund der es ernannt wurde, vor den Anhörungen eine ausführliche Überprüfung der Unterlagen, die sich auf die zu prüfenden Akten beziehen, vorzunehmen.

Art. 4 - Während der Anhörung fordert der Vorsitzende die Mitglieder auf, ihre Fragen zu stellen. Die Mitglieder enthalten sich der Abgabe von Empfehlungen, ihrer persönlichen Meinung oder möglicher Anmerkungen und Vorschläge zur Gestaltung der Akte und des Antrags. Sie werden sich darauf beschränken, sachdienliche Fragen zu stellen, die ihnen zu einem besseren Verständnis der Akte verhelfen werden.

Art. 5 - Nach der Anhörung fordert der Vorsitzende die Mitglieder auf, zur Beratung überzugehen und eine begründete Stellungnahme über die Akte abzugeben.

Art. 6 - Das Mitglied, das zu der in der Agenda für die vollständige Überprüfung einer Akte festgelegten Uhrzeit nicht anwesend ist, wird als abwesend betrachtet und aufgefordert, sich der Kommission bei der Überprüfung der nächsten Akte wieder anzuschließen.

Art. 7 - Das Mitglied, das aus irgendeinem Grund die Sitzung während der Anhörung oder der Beratung verlässt, wird als abwesend betrachtet und aufgefordert, sich der Kommission bei der Überprüfung der nächsten Akte wieder anzuschließen.

Art. 8 - Aus Gründen des Respekts vor anderen Personen sind aktenfremde Telefongespräche während der Dauer von Anhörungen und Beratungen untersagt.

Art. 9 - Der Vorstand der Kommission setzt sich aus dem Vorsitzenden, seinem Stellvertretenden und dem ständigen Sekretär zusammen.

Die Rolle des Vorstands ist auf die Aufgaben der täglichen Verwaltung und auf die Beachtung der vorliegenden Geschäftsordnung beschränkt.

Der ständige Sekretär stellt den Mitgliedern die Stellungnahmen der Kommission und die von der Regierung gefassten Beschlüsse über die Akten, die sie zu bearbeiten hatte, zur Verfügung.

Diese Stellungnahmen und Beschlüsse können von den Mitgliedern beim Sekretariat zur Versendung angefordert werden.

Auf Einberufung durch den Vorsitzenden treffen sich die Kommission und das Sekretariat einmal im Jahr zur Erstellung des Tätigkeitsberichts.

Art. 10 - Das Sekretariat der Kommission übermittelt jedem Kommissionsmitglied spätestens fünf Werktage nach dem Ende des geleisteten Monats eine Schuldforderung mit der Auflistung der Anwesenheitsgelder und Fahrtkosten.

Jedes Mitglied übermittelt diese Schuldforderung, ordnungsgemäß ausgefüllt, binnen fünf Werktagen nach ihrem Erhalt dem Sekretariat der Kommission.

Das Sekretariat der Kommission übermittelt der Direktion der finanziellen Verwaltung des Generalsekretariats des Öffentlichen Dienstes der Wallonie spätestens zehn Werktage nach dem Ende des geleisteten Monats die Schuldforderungen der Kommissionsmitglieder.

Art. 11 - Unbeschadet der in den Dekrets- und Verordnungsbestimmungen vorgesehenen besonderen Bekanntmachungsmaßnahmen kann die Regierung oder ihr Vertreter -der Vorsitzende der Kommission- allein entscheiden, inwieweit die Kommission ihre Stellungnahmen bekanntmachen darf.

Alle Mitglieder sind verpflichtet, die Vertraulichkeit der Unterlagen bezüglich der untersuchten Akten, der Beratung und der Stellungnahme der Kommission zu beachten. Sie sind nur dann berechtigt, im Namen der Kommission zu handeln und zu sprechen, wenn sie dazu von der Regierung bzw. ihrem Vertreter, dem Vorsitzenden der Kommission, bevollmächtigt wurden.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung zur Änderung des verordnungsrechtlichen Teils des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung in Bezug auf die Durchführung der Anhörung der Parteien, die Beratung der Beratenden Kommission für die Einsprüche per Videokonferenz, die Anwesenheitsgelder und die Geschäftsordnung der Kommission beigefügt zu werden.

Namur, den 23. Juni 2022.

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident,
E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien,
Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren,
W. BORSUS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2022/15423]

23 JUNI 2022. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het reglementair deel van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling met betrekking tot het houden van de hoorzitting van de partijen, de beraadslaging van de Adviescommissie over de beroepen per video-call, de presentiegelden en het huishoudelijk reglement van de Commissie

De Waalse Regering,

Gelet op het decreetgevend deel van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, inzonderheid op de artikelen D.I.6, § 4, tweede lid, en D.IV.66, zesde lid;

Gelet op het reglementair deel van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling;

Gelet op het rapport van 28 maart 2022 opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 1 april 2022;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 21 april 2022;

Gelet op het advies zonder opmerkingen van de "Union des villes et communes de Wallonie" (Vereniging van steden en gemeenten van Wallonië), gegeven op 3 mei 2022;

Gelet op het gunstige advies van de CESE beleidsgroep "Ruimtelijke Ordening" van 13 mei 2022;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van vijf dagen, gericht aan de Raad van State op 3 juni 2022, overeenkomstig artikel 84, § 1, lid 1, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het uitblijven van de mededeling van het advies binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, lid 2, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door de wil om het ontwerpbesluit met terugwerkende krachten in werking te laten treden door het feit dat dit besluit ertoe strekt de situatie te bestendigen die tussen 1 juli 2021 en 31 december 2021 bestond krachtens het besluit van de Waalse Regering van 17 juni 2021 tot wijziging als tijdelijke maatregel van het aanwezigheidsgeld van de leden en van de vertegenwoordiger van de Waalse Regering die zitting hebben in de Adviescommissie over de beroepen en waarbij als tijdelijke maatregel het houden van hoorzittingen en deliberaties van de Adviescommissie per video-call mogelijk wordt gemaakt; dat uit de praktijk blijkt dat de tussen 1 juli 2021 en 31 december 2021 bestaande situatie ook na 1 januari 2022 voortduurt, zodat een inwerkingtreding met terugwerkende kracht van dit besluit noodzakelijk is om de rechtszekerheid van de per video-call verrichte beraadslagingen van de Adviescommissie over de beroepen vanaf 1 januari 2022 te waarborgen en de leden van de Commissie een billijke vergoeding te garanderen voor het reeds verrichte werk;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel R.I.6-4 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling wordt aangevuld met een lid 4, luidend als volgt: "De Adviescommissie kan per video-call beraadslagen."

Art. 2. In artikel R.I.6-5 van hetzelfde Boek, worden de volgende de wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden "met een minimum van 70 euro en een maximum van 210 euro per dag" vervangen door de woorden "met een maximum van twaalf dossier per dag";

2° in het tweede lid worden de woorden "met een minimum van 50 euro en een maximum van 150 euro per dag" vervangen door de woorden "met een maximum van twaalf dossier per dag".

Art. 3. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel R.IV.66-1/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. R.IV.66/1. De hoorzittingen bedoeld in artikel D.IV.66 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling worden virtueel per video-call gehouden.

De auteur van het beroep, met uitzondering van het gemeentecollege wanneer dit de verzoeker is, kan weigeren dat de hoorzitting per video-call plaatsvindt door dit binnen vijf dagen na ontvangst van het ontvangstbewijs per e-mail of telefonisch te melden aan de Directie Juridische Aangelegenheden, Beroepen en Geschillen van de Waalse Overheidsdienst Gebiedsontwikkeling, Woonbeleid, Erfgoed en Energie, die de ontvangstbevestiging heeft verstuurd. <0)

Wanneer de hoorzitting via video-call wordt gehouden, kunnen de genodigde personen of instanties, na een uiteenzetting ervan, een motiveringsnota of elk aanvullend stuk dat ze nuttig achten bij het dossier voegen. Het voegen ervan bij het dossier gebeurt elektronisch op het einde van de hoorzitting op het adres van de vaste secretaris."

Art. 4. Het bijgaande huishoudelijk reglement van de Adviescommissie over de beroepen wordt goedgekeurd.

Art. 5. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2022.

Art. 6. De Minister van Ruimtelijke Ordening is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 23 juni 2022.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,

W. BORSUS

Bijlage

Adviescommissie over de beroepen : Huishoudelijk reglement

Dit huishoudelijk reglement wordt genomen overeenkomstig artikel 2, 19°, van het decreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie, gewijzigd bij het decreet van 6 februari 2017.

Artikel 1. De Commissie moet toezien op de naleving van de geldende wetgeving.

Art. 2. Het secretariaat zendt wekelijks een agenda van de door de Administratie geplande hoorzittingen aan de voorzitter en aan alle leden van de Commissie.

De gewone leden zien erop toe dat het quorum wordt bereikt en stellen het secretariaat in kennis van hun beschikbaarheid en die van hun plaatsvervangers. Indien het quorum niet kan worden bereikt, stelt het secretariaat de voorzitter hiervan in kennis.

Uiterlijk drie werkdagen vóór de dag van de door de administratie geplande hoorzittingen zendt het secretariaat de leden de uitnodiging van de Regering en de compilatie van de documenten betreffende de te onderzoeken dossiers toe.

Art. 3. Voorafgaand aan de hoorzittingen dient elk lid van de Commissie, in overeenstemming met de hoedanigheid waarin hij is benoemd, de documenten betreffende de te onderzoeken dossiers grondig te bestuderen.

Art. 4. Tijdens de hoorzitting nodigt de voorzitter de leden uit om vragen te stellen. De leden onthouden zich van aanbevelingen, persoonlijke meningen of eventuele opmerkingen en suggesties over de opzet van het dossier en de aanvraag. Zij zullen zich beperken tot het stellen van relevante vragen die hun inzicht in het dossier zullen verbeteren.

Art. 5. Na de hoorzitting nodigt de voorzitter de leden uit om te beraadslagen en een met redenen omkleed advies uit te brengen.

Art. 6. Een lid dat niet aanwezig is op het tijdstip dat in de agenda voor de volledige behandeling van een dossier is vastgesteld, wordt als afwezig beschouwd en wordt verzocht zich bij de behandeling van het volgende dossier opnieuw bij de Commissie te voegen.

Art. 7. Een lid dat, om welke reden ook, de vergadering verlaat tijdens de hoorzitting of de beraadslaging, wordt als afwezig beschouwd en wordt verzocht zich bij de behandeling van het volgende dossier opnieuw bij de Commissie te voegen.

Art. 8. In het belang van het respect voor anderen is het tijdens zittingen en beraadslagingen verboden telefoongesprekken te voeren die geen verband houden met de zaak.

Art. 9. Het bureau van de Commissie bestaat uit de voorzitter, de ondervoorzitter en de permanente secretaris.

De rol van het Bureau is beperkt tot het dagelijks beheer en de naleving van deze regels.

Deze adviezen en beslissingen kunnen op verzoek van de leden aan het secretariaat worden toegezonden.

De Commissie en het secretariaat komen eenmaal per jaar bijeen, op uitnodiging van de voorzitter, om het activiteitenverslag op te stellen.

Art. 10. Het secretariaat van de Commissie zendt elk lid van de Commissie uiterlijk vijf werkdagen na het einde van de gewerkte maand een aangifte van schuldvordering toe die de presentiegelden en de reiskosten omvat.

Elk lid zendt zijn naar behoren ingevulde aangifte van schuldvordering binnen vijf werkdagen na ontvangst aan het secretariaat van de Commissie.

Het secretariaat van de Commissie zendt de aangiften van schuldvordering van de leden van de Commissie uiterlijk tien werkdagen na het einde van de gewerkte maand toe aan de Waalse Overheidsdienst- Secretariaat-generaal-Directie Geldelijk Beheer.

Art. 11. Onverminderd de bijzondere bekendmakingsmaatregelen bedoeld bij decretale of reglementaire voorschriften, zijn de Regering of haar vertegenwoordiger, de voorzitter van de Commissie, de enigen die over de bekendmaking beslissen die de Commissie voor haar adviezen kan geven.

Alle leden dienen het vertrouwelijk karakter van de documenten die verband houden met het onderzochte dossier, van de beraadslagingen en het advies van de Commissie in acht te nemen. Ze kunnen enkel met een lastgeving van de Regering of van haar gemachtigde, de voorzitter van de Commissie, optreden of spreken namens de Commissie.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het reglementair deel van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling met betrekking tot het houden van de hoorzitting van de partijen, de beraadslaging van de Adviescommissie over de beroepen per video-call, de presentiegelden en het huishoudelijk reglement van de Commissie.

Namen, 23 juni 2022.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,

W. BORSUS